

## PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE

Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement et de l'énergie  
d'Île-de-France

Unité territoriale de Seine-et-Marne

Savigny-le-Temple, le 12 SEP. 2014

Référence : E/14 - n° 2240  
LLMD1420

### INSTALLATIONS CLASSEES

**Objet :**

Constitution de garanties financières pour la surveillance et le maintien en sécurité de l'installation

Rapport de présentation au CODERST

**Société concernée :**

**THIMEAU – MAGIC RAMBO**  
ZAC de la Courtilière  
3, rue de la Clef Saint-Pierre  
77 400 SAINT-THIBAUT-DES-VIGNES

**Annexes :**

- Annexe 1 : Évaluation du montant des garanties financières par l'exploitant de la Société THIMEAU – MAGIC RAMBO et analyse de l'inspection sur ces propositions
- Annexe 2 : Projet d'arrêté préfectoral actant le montant des garanties financières

## RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Le présent rapport a pour objet de proposer à Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne les suites qu'il convient de donner à la proposition du 4 février 2014, complétée les 15 juillet 2014 et 27 août 2014, de la Société THIMEAU – MAGIC RAMBO relative à la constitution de garanties financières pour la surveillance et la mise en sécurité d'une laverie industrielle et d'un atelier de nettoyage à sec avec liquides halogénés qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Saint-Thibault-des-Vignes, ZAC de la Courtilière, 3 rue du la Clef Saint-Pierre.



Certificat FR015650-1  
Champ de certification disponible sur :  
[www.drie.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr](http://www.drie.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr)

## **I. SITUATION ADMINISTRATIVE DE L'ETABLISSEMENT**

Les installations de laverie industrielle et d'atelier de nettoyage à sec avec liquides halogénés, exploitées par la Société THIMEAU – MAGIC RAMBO sur le territoire de la commune de SAINT-THIBAUT-DES-VIGNES, est actuellement réglementé par l'arrêté préfectoral n°93 DAE 2 IC 70 du 1<sup>er</sup> octobre 1993.

## **II. CONSTITUTION DES GARANTIES FINANCIERES**

### **II.1. Contexte réglementaire**

Le décret n° 2012-633 du 03 mai 2012 et l'article R. 516-1-5° du Code de l'environnement imposent l'obligation de constituer des garanties financières en vue de la mise en sécurité de certaines installations classées pour la protection de l'environnement. Ce décret prévoit des arrêtés ministériels d'application qui concernent notamment :

- les modalités de calcul et d'actualisation du montant des garanties financières (arrêté du 31 mai 2012),
- la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières (arrêté du 31 mai 2012 modifié par l'arrêté ministériel du 20 septembre 2013),
- les modalités de constitution de garanties financières (arrêté du 31 juillet 2012).

Nota : ces garanties financières sont distinctes de celles qui sont à constituer pour l'exploitation d'une installation de stockage de déchets en application de l'article R. 516-1-1° du Code de l'environnement et distinctes de celles à constituer pour l'exploitation d'une installation visée à l'article L. 515-8 dudit Code (établissement SEVESO).

Le mécanisme des garanties financières vise à assurer, en cas de défaillance de l'exploitant, la surveillance et le maintien en sécurité de l'installation.

Cette obligation de constitution de garanties financières entre en vigueur :

- pour les installations nouvelles, avant la mise en activité de l'installation,
- pour les installations existantes, avant le 1<sup>er</sup> juillet 2014 ou avant le 1<sup>er</sup> juillet 2017 selon le type d'installations. Pour ces installations, la constitution du montant total des garanties financières est réalisée selon un échéancier en fonction du type de garant (garant classique ou consignation à la Caisse des Dépôts et Consignation), 20 % du montant initial des garanties devant être constitué aux dates précitées.

### **II.2. Proposition de montant des garanties financières**

Dans ce cadre, l'atelier de nettoyage à sec avec liquides halogénés de Saint-Thibault-des-Vignes étant concerné par l'obligation de constitution de garanties financières au titre de la rubrique n°2345 de la nomenclature des installations classées soumise à autorisation, la Société THIMEAU – MAGIC RAMBO a transmis le 4 février 2014, en application de l'article R. 516-1-5° du Code de l'environnement, une proposition de calcul du montant de garanties financières à constituer, s'appuyant sur la méthode forfaitaire annexée au premier arrêté ministériel du 31 mai 2012 précité. Cette proposition a été complétée par courrier le 15 juillet 2014 et, par courriel, le 27 août 2014. Ce montant, qui prend en compte l'indice TP01 de mars 2014 (698,4) et un taux de TVA de 20 %, s'élève à **102 590 € TTC**.

Le détail des calculs proposés pour le site est repris en annexe 1 du présent rapport, ainsi que l'analyse de l'inspection sur ces propositions.

### **II.3. Avis de l'inspection des installations classées**

Nous considérons que la proposition de montant de garanties financières transmise le 4 février 2014 et complétée par courrier le 15 juillet 2014 puis, par courriel le 27 août 2014, par la Société THIMEAU – MAGIC RAMBO pour l'exercice d'un atelier de nettoyage à sec avec liquides halogénés, visée par la rubrique n°2345 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et des activités connexes au sens de la note ministérielle du 20 novembre 2013 relative aux garanties financières, répond aux exigences de l'article R. 516-1-5° du Code de l'environnement et des arrêtés ministériels du 31 mai 2012.

En conséquence, il convient de prescrire à la Société THIMEAU – MAGIC RAMBO l'obligation de constitution de garanties financières, ceci par voie d'arrêté préfectoral complémentaire pris en application de l'article R. 512-31 du Code de l'environnement.

### **III. CONCLUSION ET PROPOSITION**

Considérant les dispositions du décret n° 2012-633 du 3 mai 2012 et des arrêtés ministériels du 31 mai 2012 pris en application fixant la liste des installations classées soumises à obligation de garanties financières et les modalités de calculs,

Considérant que la société THIMEAU – MAGIC RAMBO exploite une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique n°2345 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement listée par l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 modifié susvisé, et existantes à la date du 1<sup>er</sup> juillet 2012,

Considérant la proposition de montant de garanties financières transmise par l'exploitant concerné,

l'inspection propose d'acter le montant de garanties financières qui devra être constitué par l'exploitant de la Société THIMEAU – MAGIC RAMBO conformément aux échéanciers prévus par l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012, pour ceux dont le montant évalué est supérieur à 75 000 €.

À cet effet, l'inspection propose un projet de prescriptions complémentaires en annexe 2 du présent rapport.

Conformément aux dispositions de l'article R. 512-31 du Code de l'environnement, ce projet doit être soumis à l'avis des membres du CODERST.

*Rédacteur*  
**Le technicien supérieur principal  
du développement durable**

*Vérificateur*  
**Le Chef de la cellule  
environnement industriel  
Torcy-Mitry,  
l'inspecteur de l'environnement**

*Approbateur*  
**Pour le Directeur et par délégation,  
le Chef de l'unité territoriale  
de Seine-et-Marne**

## Annexe 1

### Évaluation du montant des garanties financières par l'exploitant de la Société THIMEAU – MAGIC RAMBO et analyse de l'inspection sur ces propositions

#### 1. Évaluation du montant des garanties financières par l'exploitant de la Société THIMEAU – MAGIC RAMBO

L'exploitant est soumis aux garanties financières pour l'installation classée relevant de la rubrique n°2345 de la nomenclature (utilisation de solvants pour le nettoyage à sec et traitement des textiles ou vêtements), ainsi que pour les installations connexes.

L'exploitant a évalué le montant de la garantie financière selon la formule prévue à l'annexe I de l'arrêté du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines.

Le montant global M de la garantie est égal à :

$$M = Sc[Me + \alpha (Mi + Mc + Ms + Mg)]$$

L'exploitant retient en particulier les hypothèses suivantes :

Sc	Coefficient pondérateur de prise en compte des coûts liés à la gestion du chantier.	Ce coefficient est fixé à 1,10.	1,10
Me	Montant, au moment de la détermination du premier montant de garantie financière, relatif aux mesures de gestion des produits dangereux et des déchets présents sur le site de l'installation.	<p><u>Produits dangereux présents sur site :</u></p> <p>Coût du transport à 944 € HT pour chaque produit dangereux</p> <p>– Perchloroéthylène</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• quantité maximale de 8,10 tonnes</li> <li>• coût du traitement à 7476,3 € HT</li> </ul> <p>– ISOPAR</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• quantité maximale de 0,15 tonnes</li> <li>• coût du traitement à 54 € HT</li> </ul> <p>– Hydrex 7610</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• quantité maximale de 0,20 tonnes</li> <li>• coût du traitement à 72 € HT</li> </ul> <p>– Hydrex 7901</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• quantité maximale de 0,20 tonnes</li> <li>• coût du traitement à 72 € HT</li> </ul> <p><u>Déchets dangereux :</u></p> <p>– Boues issues des séparateurs d'hydrocarbures (parking)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• quantité maximale de 6 tonnes</li> <li>• coût de traitement et de transport à 1511,86 € TTC</li> </ul> <p>– Boues de nettoyage à sec</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• quantité maximale de 5,7 tonnes</li> <li>• coût de traitement et de transport à 4567,52 € TTC</li> </ul> <p>– Déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• quantité maximale de 0,15 tonnes (0,59 tonnes en 2012 et fréquence de l'élimination 4 fois par an)</li> <li>• coût de traitement et de transport à 138,89 € TTC</li> </ul>	26 563,91 €

		<p>Pour les 4 déchets dangereux suivants, coût total de traitement et de transport à 3347,49 € TTC</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Déchets liquides aqueux contenant des substances dangereuses <ul style="list-style-type: none"> <li>• quantité maximale de 0,861 tonnes</li> </ul> </li> <li>– Autres bases <ul style="list-style-type: none"> <li>• quantité maximale de 3,14 tonnes</li> </ul> </li> <li>– Déchets d'origine organique contenant des substances dangereuses <ul style="list-style-type: none"> <li>• quantité maximale de 0,113 tonnes</li> </ul> </li> <li>– Essence <ul style="list-style-type: none"> <li>• quantité maximale de 0,146 tonnes</li> </ul> </li> </ul> <p><u>Déchets non dangereux :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Déchets Industriels Banals (DIB) en mélange <ul style="list-style-type: none"> <li>• quantité maximale de 28,71 tonnes (172,26 tonnes en 2012 et fréquence de l'élimination tous les 2 mois)</li> <li>• coût de traitement et de transport à 3589,95 € TTC</li> </ul> </li> <li>– Plastiques d'emballage <ul style="list-style-type: none"> <li>• quantité maximale de 0,55 tonnes (3,28 tonnes en 2012 et fréquence de l'élimination tous les 2 mois)</li> <li>• coût de traitement et de transport à 108,84 € TTC</li> </ul> </li> <li>– Ferraille <ul style="list-style-type: none"> <li>• quantité maximale de 2,91 tonnes (17,44 tonnes en 2012 et fréquence de l'élimination tous les 2 mois)</li> <li>• coût de traitement et de transport à 113,19 € TTC</li> </ul> </li> <li>– Boues issues du curage des dessableurs et des caniveaux internes <ul style="list-style-type: none"> <li>• quantité maximale de 7 tonnes (14 tonnes en 2012 et fréquence de l'élimination 2 fois par an)</li> <li>• coût de traitement et de transport à 1722,96 € TTC</li> </ul> </li> <li>– Boues issues du bûc à graisse <ul style="list-style-type: none"> <li>• quantité maximale de 3 tonnes</li> <li>• coût de traitement et de transport à 1121,25 € TTC</li> </ul> </li> </ul>	
Mi	Montant relatif à la neutralisation des cuves enterrées présentant un risque d'explosion ou d'incendie après vidange.	<p>3 cuves enterrées sur le site, dont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– 1 cuve de gasoil d'un volume de 12 000 litres (12 m³)</li> <li>– 1 cuve de gasoil d'un volume de 12 000 litres (12 m³)</li> <li>– 1 cuve de fioul d'un volume de 42 000 litres (42 m³)</li> </ul>	15 180 €
Mc	Montant relatif à la limitation des accès au site. Ce montant comprend la pose d'une clôture autour du site et de panneaux d'interdiction d'accès à chaque entrée du site et sur la clôture tous les 50 mètres.	<p>Périmètre du site : 150 m  2 entrées sur le site  Site entièrement clôturé  Un panneau par portail et un panneau par 50 m linéaire  Le calcul prend en compte la pose de 5 panneaux</p>	75 €
Ms	Montant relatif au contrôle des effets de l'installation sur l'environnement. Ce montant couvre la réalisation de piézomètres de contrôles et les coûts d'analyse de la qualité des eaux de la nappe au droit du site, ainsi qu'un diagnostic de la pollution des sols.	<p>Installation de 3 piézomètres à une profondeur de 7 m  Diagnostic de pollution des sols sur la base de 2,26 hectares (22 612 m²)</p>	33 300 €
Mg	Montant relatif au gardiennage du site ou à tout autre dispositif équivalent.	<p>Calcul correspondant à la présence d'un gardien  2 heures/jour, 7j/7j, pour une durée de 6 mois</p>	15 000 €
α	Indice d'actualisation des coûts	<p>Indice TP01 : 698,4 (mars 2014)  TVA : 20 %</p>	1,0495

Le montant total des garanties financières est évalué à **102 590 € TTC**.

En appui de sa proposition, l'exploitant a joint les éléments justificatifs suivants :

- tarif de traitement SARP INDUSTRIES, juillet 2013, pour le Perchloroéthylène et l'ISOPAR ;
- facture SARP INDUSTRIES, montrant le coût de transport pour les produits dangereux et les déchets dangereux et non dangereux présents sur le site ;
- facture SA MAILLE Environnement pour les déchets perchlorés ;
- factures CDIF pour les transports et traitement de plusieurs déchets (DIB, DEEE...) ;
- factures PIFFRET pour les frais liés aux déchets (graisse, sable...).

## **2. Analyse de l'inspection sur ces propositions**

En ce qui concerne les activités impliquées par les garanties financières :

Conformément à l'arrêté du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du Code de l'environnement, le site est soumis à ces obligations à l'échéance du 1<sup>er</sup> juillet 2012 pour ses activités relevant de la rubrique 2345, dont la quantité maximale de solvant utilisé ou traité simultanément dans l'atelier est de 5930 litres, et dont la capacité nominale totale des machines présentes dans l'installation est supérieure à 50 kg.

En ce qui concerne le montant des garanties financières :

Le calcul proposé par l'exploitant et les hypothèses retenues sont conformes à l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées.

L'inspection propose de considérer l'index TP01 de mars 2014 égal à 698,4 correspondant à l'indice de référence de la proposition de l'exploitant à la date du 15 juillet 2014, soit un indice d'actualisation des coûts égal à 1,0495.

L'inspection note cependant que certaines hypothèses devront être encadrées par des prescriptions techniques complémentaires, en particulier :

- les quantités maximales de déchets ou de produits pouvant être stockées sur le site ;
- la surveillance des eaux souterraines,
- le maintien d'une clôture sur la totalité de la périphérie du site.

En ce qui concerne le calendrier de constitution des garanties financières :

Les installations concernées du site THIMEAU – MAGIC RAMBO sont des installations existantes au 1<sup>er</sup> juillet 2012 soumises à obligation de garanties financières au titre de l'annexe I ou de l'annexe II (avec une échéance de début constitution au 1<sup>er</sup> juillet 2014) de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement.

En conséquence, les garanties financières doivent être constituées selon le calendrier prévu par l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 :

« – constitution de 20 % du montant initial des garanties financières dans un délai de deux ans ;  
– constitution supplémentaire de 20 % du montant initial des garanties financières par an pendant quatre ans.

*En cas de constitution de garanties financières sous la forme d'une consignation entre les mains de la Caisse des dépôts et consignations, [...]*

– constitution de 20 % du montant initial des garanties financières dans un délai de deux ans ;  
– constitution supplémentaire de 10 % du montant initial des garanties financières par an pendant huit ans. »